

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

En BREF

Par M.A.M

UOB : DÉMOLITION DU "BUNKER"

"Il faut tout raser". C'est l'ordre donné hier par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, en visite sur le campus universitaire de l'Université Omar-Bongo (UOB). Il s'adressait ainsi, aussi bien aux membres du gouvernement compétents qu'aux autorités rectorales. À la place, l'État entend construire d'autres structures plus aptes à accueillir les étudiants.

SÉNAT : LA MUTUELLE DU GROUPE PDG A UN NOUVEAU BUREAU



Photo: DR

Neuf mois après la suspension des activités de l'ancien bureau, la mutuelle du groupe parlementaire PDG a désormais un nouveau directoire. Désormais, c'est au sénateur Jean-Jacques Kangue que revient la responsabilité d'impulser un nouveau souffle à cette entité. Avec pour objectif, assainir la gestion financière et ramener la sérénité dans les rangs "Pdgistes".

L'UDERE EN CONGRÈS AUJOURD'HUI

L'UDERE, un parti de la majorité, tient son premier congrès ce matin à Owendo. La formation politique dirigée par Victor Missanda, planchera sur l'élection des membres de son directoire. L'UDERE se veut un lieu de rencontre, de réflexion, de discussion et de concertation sur toutes les questions relatives à l'unité nationale, la démocratie, le développement, etc.

Santé : une "task force" en gestation

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

AU cours de l'échange qu'il a eu, hier, au palais de la présidence de la République, avec le Premier ministre, Julien Nkoghe, le ministre de la Santé, Max

Cette interpellation du chef de l'État illustre son ambition d'offrir aux populations, quels que soient leurs lieux de résidence, les mêmes conditions d'accès aux soins.

qui minent le secteur de la santé dans notre pays, de façon à en améliorer les prestations, l'offre de soins et la performance.

Dans cette optique, le numéro un gabonais s'est voulu ferme en interpellant tout particulièrement le ministre de la Santé sur

Limoukou, le ministre délégué en charge du Budget, Sosthène Ossoungou Ndibangoye, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a invité le gouvernement à organiser une "task force", qui se chargerait de passer au crible tous les maux



Photo: Presse présidentielle

Vue de l'audience.

la nécessité d'aboutir à un déploiement efficient et optimal des personnels aussi bien à Libreville et ses environs qu'à l'intérieur du pays. D'autant plus que les structures sanitaires de l'hinterland, à la différence de celles de la capitale administrative et d'Owendo, pâtissent d'une insuffisance d'agents de santé. Cette interpellation du chef de l'État illustre à suffisance son ambition d'offrir aux populations, quels que soient leurs lieux de résidence, les mêmes conditions d'accès

aux soins. Au-delà, cela témoigne de son engagement d'œuvrer de manière inlassable à l'amélioration des conditions de vie de ses compatriotes.

En ce sens, le chef de l'État n'a eu de cesse d'interpeller les uns et les autres sur la nécessité de mettre définitivement terme à un certain nombre de comportements qui gangrènent plusieurs pans de notre société.

Dans cette optique, le 10 juin dernier, à l'occasion de la commémoration

des dix ans de la disparition d'Omar Bongo Ondimba, dans son allocution, il s'était notamment insurgé contre "la mauvaise gestion, la mauvaise gouvernance, qui nous empêche d'avancer". Non sans pointer du doigt le défaut de maintenance "des hôpitaux de dernière génération construits pour permettre à la population de notre pays d'avoir accès à des soins de qualité, dans le respect de la dignité humaine".

Entre nous soit dit

Serait-ce une "remontada" de bretelles ?

EN fin de semaine dernière, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a convié à une grand-messe, le gouvernement et toute la hiérarchie de l'administration publique, pour une communication d'importance. Cet exercice était loin d'être un impératif de recadrage, au regard du board qui entourait le chef du gouvernement. Nul besoin d'être devin ou de lire dans le marc de café, pour comprendre que les exigences de l'heure vont désormais conduire à la prise de mesures implacables envers tous ceux qui prennent des libertés avec la mission de service public.

Les maux dénoncés sont récurrents. La fermeté de ton de la dernière adresse à la nation du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, était en fait, l'essence qui fondait et justifiait la nécessité

de ce conclave. Au-delà des rappels et de la philosophie de la gestion du bien public, il est à retenir que dorénavant la main ne tremblera pas et qu'aucune indulgence ne sera plus tolérée. Ainsi, l'on comprend le choix des personnalités qui se trouvaient aux côtés du Premier ministre.

Le ministre d'État en charge de la Justice, la ministre de la Fonction publique, et le ministre de la Lutte contre la Corruption, ce trio ministériel indique bel et bien, que la rencontre du jour revêtait un caractère qui tient plus de l'injonction que toute autre considération conventionnelle. L'assistance aura retenu que désormais une épée de Damoclès est au-dessus de sa tête. Car, là où la rigueur de la sanction ne prévaut pas, c'est la chienlit et l'anarchie qui prospèrent.

Et comme toute administration sert une vision politique. Les populations qui par leurs suffrages, ont lié un contrat de progrès social et de développement multiformes commencent à trouver le temps long. Le Plan de relance économique initié, il y a quelque temps, obéit à la matérialisation de cet impératif prioritaire. Il me vient à l'esprit ces bons mots d'un homme politique français, Jacques Toubon, qui disait ceci: "Le service public n'est pas désincarné. Ce sont des hommes et des femmes qui le font vivre, c'est un esprit qui l'habite". J'aime à penser que cette réunion, Monsieur le Premier ministre, rencontre l'ambition que porte cette pensée.

Teddy OSSEY *

* Chroniqueur